

# Quand le Mali perd foi en la France

Publié le 27/05/2014 à 06h00 , modifié le 27/05/2014 à 08h14 par Fabien Offner, au Mali

## **L'armée malienne a été mise en déroute la semaine dernière par les rebelles à Kidal, où les forces internationales sont pourtant déployées**

«A bas la France ! À bas François Hollande ! Boycottons les produits français ! » Il n'y a pas erreur. C'est bien à Bamako, où le président français était accueilli en héros en février 2013, que l'on reprend aujourd'hui les paroles du chanteur de reggae ivoirien Alpha Blondy : « Armée française allez-vous-en ! »

Le gouvernement malien s'est enlisé dans les sables mouvants de Kidal et ses amis français et Casques bleus l'ont regardé couler sans réagir : voilà, vu du Mali, l'interprétation la plus répandue des événements de la semaine dernière au cours desquels « une cinquantaine » de soldats maliens sont morts et 48 autres ont été blessés, selon le ministre malien de la Défense.

Après le cessez-le-feu obtenu vendredi par le président mauritanien, président de l'Union africaine, on croirait être revenu deux ans en arrière, au déclenchement de la rébellion. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a éjecté l'armée malienne de Kidal et est entré dans plusieurs localités comme Ménaka, autre foyer historique des rebelles. « Le MNLA et les Casques bleus circulent en ville. Les militaires maliens restent dans leur camp. C'est calme mais les activités sont paralysées, les gens sont méfiants. Certains fonctionnaires sont partis », explique Vieux Maïga, employé d'une ONG dans cette ville de la région de Gao.

- **La préparation en question**

Tout a commencé samedi 17 mai, lorsque le Premier ministre, Moussa Mara, et plusieurs ministres atterrirent à Kidal dans un hélico de la Minusma. Le voyage est annoncé depuis le début du mois. La veille, en privé, des responsables de la Minusma déplorent le manque de préparation de cette visite. Depuis l'élection d'Ibrahim Boubacar Keita en août 2013, ni le président ni le Premier ministre n'ont posé les pieds dans cette localité désertique à 1 500 kilomètres de Bamako où se côtoient armée malienne, armée française, Casques bleus et groupes armés rebelles. Deux envoyés spéciaux de RFI y avaient été enlevés puis assassinés en novembre 2013.

Selon l'accord de Ouagadougou signé en juin 2013, les groupes armés reconnaissent l'intégrité territoriale du Mali et acceptent d'être cantonnés en vue d'un désarmement. Depuis, les négociations piétinent. Quand l'armée malienne sort de son camp à Kidal, elle en revient parfois avec les pare-brise fendus par des jets de pierre. Cette fois, le Premier ministre et sa délégation sont accueillis par des balles. Ce qui n'empêche pas Moussa Mara de se rendre sans escorte au gouvernement de la Minusma pour rencontrer les représentants de l'administration, timidement déployée dans la ville. Le discours du chef de gouvernement est entrecoupé de rafales de tirs. Dehors, les hélicoptères français survolent les combats. Les groupes armés auraient reçu le renfort de dizaines de véhicules.

La délégation quitte le gouvernorat au pas de course pour rejoindre le camp de la Minusma, où un hélicoptère les attend pour repartir. Une tempête de sable change tout. « Impossible de décoller », annonce la Minusma. Plus tard, quand le camp de l'armée malienne sera sur le point de tomber, un militaire français s'agacera de cette décision : « La Minusma aurait dû trouver un moyen de les faire partir. » Impossible de passer la nuit au gouvernorat car entre-temps les groupes armés se sont emparés du bâtiment. Huit civils ont été tués, dont deux préfets et deux sous-préfets. La délégation passera finalement la nuit au camp de l'armée malienne, préservé par un cessez-le-feu obtenu in extremis.

À 22 heures, le Premier ministre déclare que « la République du Mali est désormais en guerre ». Il dénonce la « plus que passivité » des forces internationales. Dans la soirée, un détachement tchadien de la Minusma est accueilli froidement par un haut gradé de l'armée malienne. « Depuis ce matin, on est en train de tirer sur le gouvernorat ! C'est une agression caractérisée ! La Minusma et Serval nous ont vraiment déçus. »

À son retour, Moussa Mara est accueilli en héros à l'aéroport de Bamako. Le président appuie son Premier ministre : « On ne peut comprendre, ni justifier, l'attitude de ceux qui, après avoir souscrit ou adhéré à l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, s'opposent à l'arrivée du chef du gouvernement de la République dans une partie du territoire national. » Deux jours plus tard, l'armée malienne, renforcée, lance une offensive à Kidal pour reprendre le gouvernorat. La défaite est brutale. Les bataillons formés et équipés depuis des mois par les militaires européens sont écrasés. La Minusma annonce avoir accueilli et protégé dans son camp de Kidal 62 éléments des forces de défense et de sécurité maliennes et 290 éléments à Aguelhok, une autre localité de la région. Au sommet de l'État, personne ne veut assumer le désastre. L'ordre ne venait pas de l'autorité politique, affirme le Premier ministre.

« Le président de la République, le Premier ministre et tout leur gouvernement sont les principaux responsables de la tragédie de Kidal et de l'humiliation de notre pays », accuse l'opposition, qui réclame la dissolution du gouvernement. « Personne n'a gagné », analyse un médiateur européen. « Cela complique seulement un peu plus les négociations. »

- **Paris répond sur Twitter**

L'onde de choc s'est rapidement propagée de Kidal à Bamako, où la colère et l'incompréhension se sont dirigées contre les forces internationales. « Si la France est venue pour nous aider, elle n'a qu'à nous aider. Si ce n'est pas le cas, qu'elle quitte notre pays ! », s'indigne Soumaila Diarra, mécanicien bamakois assis sur un scooter à l'ombre d'un platane. « Comment comprendre que des Maliens se fassent tuer sous leurs yeux sans qu'ils réagissent ? On doit nous dire clairement quel est leur rôle », explique écœuré Abou Diakhité, un commerçant.

Sur le réseau social Twitter, l'ambassadeur de France à l'ONU répond en direct à des Maliens excédés : « Les problèmes maliens seront résolus par les Maliens et personne d'autre. La France et l'ONU sont en soutien mais le Mali est en première

ligne. Personne ne dicte sa politique au Mali. Le Premier ministre est allé à Kidal. Plusieurs centaines de soldats maliens s'y trouvaient. »

« Les problèmes maliens seront résolus par les Maliens »